

RCS : PAU

Code greffe : 6403

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PAU atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1996 D 40057

Numéro SIREN : 409 597 663

Nom ou dénomination : LA MOUSSETTO

Ce dépôt a été enregistré le 12/11/2021 sous le numéro de dépôt 5640

LA MOUSSETTO

Société civile immobilière au capital de 22.867,35 Euros

Siège social : CARDESSE (64360) – 68 Chemin Lagrabe

RCS de PAU N° 409 597 663

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 26 OCTOBRE 2021

L'an deux mille vingt et un

Le 26 Octobre à 10 Heures

Une Assemblée Générale de la société « LA MOUSSETTO » s'est tenue au siège social sur convocation de la gérance.

SONT PRESENTS:

- Monsieur Alain LE MOUILLOUR, usufruitier de 750 parts, détenant le droit au vote en vertu des statuts de la société, agissant également en qualité de co-gérant.
- Madame Maryse LE MOUILLOUR, usufruitière de 750 parts, détenant le droit au vote en vertu des statuts de la société, agissant également en qualité de co-gérant.
- Madame Elen LE MOUILLOUR, nue propriétaire de 750 parts, qui a été régulièrement convoquée est absente.
- Monsieur Gwenolé LE MOUILLOUR, nue propriétaire de 750 parts, qui a été régulièrement convoqué est absent.

La totalité du capital étant représentée, l'Assemblée Générale peut valablement délibérer.

Quitus définitif est donné de la convocation.

L'ordre du jour de la présente Assemblée Générale est le suivant :

- Modification de l'objet social
- Modification statutaire
- Pouvoirs

PREMIERE RESOLUTION.

L'Assemblée Générale qui se reconnaît valablement convoquée et qui donne à la Gérance quitus de sa convocation, décide de modifier l'objet social ainsi qu'il suit :

L'ancienne formulation « la propriété, l'aménagement et la gestion, à titre civil, de l'immeuble sis à OSSE EN ASPE (64490) – Rue du Saillet, l'administration, la mise en valeur et l'exploitation par bail ou autrement des biens sociaux », est remplacée par :

« L'achat de tous biens immeubles et leur exploitation par bail, location ou autrement, éventuellement l'achat de tous terrains et la construction totale ou partielle d'immeubles aux fins de les exploiter ».

ONT VOTE POUR :

- Monsieur Alain LE MOUILLOUR, en sa qualité d'usufruitier, titulaire du droit de vote en vertu de l'article 9 alinéa V des statuts de la société
- Madame Maryse LE MOUILLOUR en sa qualité d'usufruitier, titulaire du droit de vote en vertu de l'article 9 alinéa V des statuts de la société

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'Assemblée Générale décide, comme conséquence de la résolution qui précède, de la modification de l'article 2 « OBJET » des statuts, qui sera désormais libellé de la manière suivante :

« *La société a pour objet :*

- *L'achat de tous biens immeubles et leur exploitation par bail, location ou autrement, éventuellement l'achat de tous terrains et la construction totale ou partielle d'immeubles aux fins de les exploiter ».*

Le reste de l'article demeure inchangé.

ONT VOTE POUR :

- Monsieur Alain LE MOUILLOUR, en sa qualité d'usufruitier, titulaire du droit de vote en vertu de l'article 9 alinéa V des statuts de la société
- Madame Maryse LE MOUILLOUR en sa qualité d'usufruitier, titulaire du droit de vote en vertu de l'article 9 alinéa V des statuts de la société

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION.

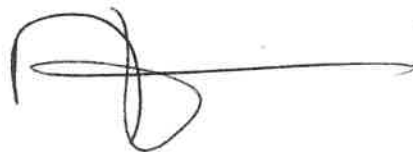
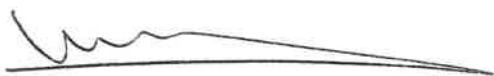
Tous pouvoirs sont donnés au Président à l'effet d'accomplir toutes formalités légales et de publicité en conséquence des résolutions qui précèdent.

ONT VOTE POUR :

- Monsieur Alain LE MOUILLOUR, en sa qualité d'usufruitier, titulaire du droit de vote en vertu de l'article 9 alinéa V des statuts de la société
- Madame Maryse LE MOUILLOUR en sa qualité d'usufruitier, titulaire du droit de vote en vertu de l'article 9 alinéa V des statuts de la société

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à 11 Heures.



LA MOUSSETTO

Société Civile Immobilière au capital de 22.867,35 euros

Siège social : CARDESSE (64360) – 68 Chemin Lagrabe

RCS PAU N° 409 597 663

STATUTS MIS A JOUR A LA SUITE A L'AGE DU 26/10/2021

TITRE I : FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE

Article 1 : Forme

Aux termes d'un acte authentique au rapport de Maître Pascal LACOSTE, Notaire à OLORON SAINTE MARIE du 14 octobre 1996 publié à la Conservation des Hypothèques de PAU- 2^{ème} Bureau , le 5 décembre 1996, Dépôt 4337 Volume 1996 n°2656, il a été constitué une société civile immobilière régie par les articles 1832 et suivants du Code Civil et par les présents statuts.

Article 2 : Objet

La société a pour objet :

- L'achat de tous biens immeubles et leur exploitation par bail, location ou autrement,

Eventuellement l'achat de tous terrains et la construction totale ou partielle d'immeubles aux fins de les exploiter ;

AM 217

- l'obtention de toutes ouvertures de crédits et facilités de caisse avec ou sans garantie d'hypothèque, la société pouvant notamment constituer hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens sociaux, constituer ou accepter toutes servitudes.

- toutes opérations destinées à la réalisation de l'objet social, notamment en facilitant le recours au crédit dont certains associés pourraient avoir besoin pour se libérer envers la société des sommes dont ils seraient débiteurs, à raison de l'exécution des travaux de construction respectivement de la réalisation de l'objet social et ce, par voie de caution hypothécaire;

- et, généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, pouvant être utiles à la réalisation de l'objet social, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

Article 3: Dénomination

La dénomination de la société est:

"LA MOUSSETTO"

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, suivie de l'énonciation du montant du capital social; ils doivent en outre indiquer la date, le lieu et le numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4: Siège social

Le siège social est fixé à CARDESSE (64360) – 68 Chemin Lagrabe.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville ou des villes ou communes limitrophes par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Article 5: Durée

La durée de la société est de cinquante années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sous réserve de dissolution anticipée ou de prorogation.

La collectivité des associés peut, par décision extraordinaire, proroger la société une ou plusieurs fois. Un an au moins avant la date normale d'expiration de la société, la gérance doit provoquer une décision extraordinaire de la collectivité des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la décision prévue ci-dessus.

La dissolution de la société intervient de plein droit à l'expiration de sa durée, ou avant cette date, par décision extraordinaire de la collectivité des associés, ou encore pour toute autre cause prévue par la loi et les présents statuts.

La société n'est pas dissoute par le décès, la déconfiture, la faillite personnelle, la liquidation des biens, le règlement ou le redressement judiciaire d'un associé, ni par la cessation des fonctions du ou des gérants.

TITRE II.- APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

Article 6 Apports

Il a été apporté par les associés un immeuble à usage d'habitation sis au territoire de la commune d'OSSE EN ASPE (Pyrénées Atlantiques), rue du Sallet, figurant au plan cadastral révisé de ladite commune sous le n° 291 de la section B d'une contenance de cinquante centiares et n° 262 de ladite section d'une contenance de quarante centiares; ledit immeuble évalué à CENT CINQUANTE MILLE FRANCS.

Origine de propriété dudit immeuble.

Ledit immeuble appartient indivisément aux associés pour l'avoir recueilli dans la succession de leur père : Monsieur Joseph Louis PLECQ, né à OSSE, le sept février mil neuf cent huit, époux de dame Marie Jeanne CAPDEVIELLE, domicilié à OSSE EN ASPE, Y décédé le 13 août 1954,

A la survivance de son épouse restée sa veuve:

Madame Marie Jeanne CAPDEVIELLE, née à OSSE, le dix sept juillet mil neuf cent dix sept, domiciliée à OSSE EN ASPE

Commune en biens d'acquêts par suite de son contrat de mariage reçu par Me FAUCOU, notaire à BEDOUS, le dix huit novembre mil neuf cent trente sept.

Usufruitière légale du quart des biens composant la succession de son mari. Usufruit aujourd'hui éteint par suite de son décès survenu à PAU (64), le vingt sept février mil neuf cent quatre vingt deux.

Et laissant pour recueillir sa succession ses cinq filles, associées aux présentes.

Monsieur Joseph PLECQ, était propriétaire dudit immeuble par suite de l'échange qu'il en fit suivant acte reçu par Me Albert FAUCOU, notaire à BEDOUS, le 26 septembre 1939, dont une expédition a été transcrite au bureau des hypothèques de PAU, le 16 octobre 1939 volume 590 n° 43

Purge de droit de préemption

Ledit immeuble étant situé dans une zone d'aménagement différé; ce droit a été purgé et par lettre en date du 4 avril 1996 ci annexée le maire de la commune de OSSE EN ASPE a fait savoir qu'il n'entendait pas exercer son droit.

Article 7: Capital social

Le capital social reste fixé à la somme de 22.867,35 euros divisé en 1500 parts de 15,24 euros chacune numérotées de 1 à 1 500 et réparties entre les associés proportionnellement au montant de leurs droits dans le capital social, savoir:

- Monsieur Alain LE MOUILLOUR, l'usufruit de 750 parts numérotées 1 à 750 inclus ;
- Madame Maryse LE MOUILLOUR, l'usufruit de 750 parts numérotées 751 à 1500 inclus ;

En

- Madame Elen LE MOUILLOUR, la nue propriété de 750 parts numérotées 1 à 375 inclus et 751 à 1125 inclus ;
- Monsieur Gwenolé LE MOUILLOUR, la nue propriété de 750 parts numérotées 376 à 750 inclus et 1126 à 1500 inclus

Article 8 : Compte courant

Les associés s'obligent respectivement et dans la proportion des parts que chacun possède, à fournir sur la demande de la gérance, au fur et à mesure des besoins de la société, les fonds nécessités par la réalisation effective de l'objet social.

Les sommes recueillies seront portées au crédit d'un compte ouvert dans les livres de la société à chacun des associés.

La collectivité des associés, par décision d'assemblée générale ordinaire, pourra décider que les sommes ainsi avancées par les associés, constituant une créance contre la société porteront intérêt à un taux fixé par elle et que le prélèvement de ces sommes, en capital et intérêts, sera fait par lesdits associés sur le produit de la société avant le partage, et ceci de manière uniforme pour tous les associés.

Article 9: Parts sociales - droits et obligations des associés -

I. Chaque part sociale donne droit, dans la propriété de l'actif social, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes. Elle ouvre droit à la répartition des bénéfices et du boni de liquidation et elle oblige la contribution aux pertes.

II. Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes qui pourraient les modifier et des cessions et mutations qui seraient ultérieurement et régulièrement consenties, constatées et publiées.

Une copie certifiée conforme par la gérance, de ces actes sera délivrée, aux frais de la société, à tout associé qui en fera la demande.

III. Il est tenu au siège social un registre côté et paraphé par le ou les gérants en fonction à la date d'ouverture de ce registre qui contient les noms, prénoms et domicile des associés d'origine, s'il s'agit de personnes physiques et, s'il s'agit de personnes morales, leur raison sociale et l'adresse de leur siège social ainsi que la quote part des droits sociaux dont chacun est titulaire. Sur ce registre sont mentionnés, lors de chaque transfert de droits sociaux, les nom, prénoms et domicile ou, s'il y a lieu, la raison sociale et l'adresse du siège social des nouveaux titulaires des dits droits ainsi que la date de l'opération.

La gérance est tenue de communiquer à tout créancier social qui en fait la demande le nom et le domicile réel ou élu de chacun des associés.

En

IV. Chaque part est indivise à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, ou par un mandataire commun choisi parmi les autres associés ou en dehors d'eux; à défaut d'entente, il appartiendra à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter, lequel mandataire pourra ne pas être un associé.

V. Si une part sociale est grevée d'un usufruit, conformément aux dispositions de l'article 1844 alinéa 4 du Code Civil qui permet de déroger à l'alinéa 3 du même article, le droit de vote appartiendra intégralement à l'usufruitier, non seulement pour les décisions concernant l'approbation du rapport du gérant et l'affectation des bénéfices mais aussi pour toutes les autres décisions ordinaires ou extraordinaires.

Toutefois conformément à la décision rendue par la Cour de Cassation (Chambre commerciale 4 janvier 1994), le nu propriétaire aura le droit de participer aux décisions collectives et notamment d'assister aux assemblées générales, mais sans pouvoir exercer de droit de vote réservé à l'usufruitier.

VI. Les héritiers et ayants-droit ou créancier d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, en demander le partage ou la liquidation, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

VII. A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leurs apports dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation de paiement.

Cependant les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir vainement poursuivi la société, conformément aux prescriptions légales et réglementaires applicables en la matière.

Article 10: Parts sociales - Agrément des cessions

I. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs, si ce n'est entre associés ou par un associé à son conjoint, un ascendant ou un descendant, qu'avec l'agrément de la collectivité des associés.

II. Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des co-associés avec la demande d'agrément du futur cessionnaire. Dans les quinze jours de cette notification, les associés doivent être consultés dans les formes ci-après prévues pour les consultations d'associés. La gérance porte immédiatement le résultat de cette consultation à la connaissance de l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

III. En cas d'agrément, la cession est régularisée dans les trois mois de l'autorisation, à défaut de quoi, le cédant est réputé avoir renoncé à son projet.

En

IV. En cas de refus d'agrément, tous les associés en sont avertis dans le délai de quinze jours par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et disposent alors d'un délai de trois mois pour se porter acquéreurs, étant entendu que, s'ils sont plusieurs, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient lors de la notification à la société du projet de cession.

Le cas échéant, la société peut, soit acquérir elle-même tout ou fraction des parts concernées, soit les faire acquérir par un tiers qu'elle désigne, sauf, s'il y a lieu, à le faire agréer par les associés.

Le nom du ou des candidats acquéreurs, associés, tiers, ou la société elle-même, ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut d'accord sur le prix offert, il y a recours à l'expertise conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil. Les frais et émoluments d'expertise sont supportés par moitié par le cédant par moitié par les cessionnaires.

Si aucune offre de rachat n'est faite au cédant dans le délai de six mois à compter du jour de la notification du projet de cession à la société, l'agrément est réputé acquis à moins que, dans le même délai, les autres associés ne décident la dissolution anticipée de la société, décision que le cédant peut rendre caduque en notifiant à la société dans le mois de son intervention sa renonciation à la cession, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

V. Sauf convention contraire, le prix de cession est payable comptant à la signature de l'acte de cession.

VI. Sont concernés par les dispositions ci-dessus toutes opérations quelconques ayant pour but ou pour résultat le transfert entre personnes physiques ou morales existantes, de la propriété d'une ou plusieurs parts sociales.

VII. Toute réalisation forcée des parts sociales doit être notifiée au moins un mois avant la réalisation, tant à la société qu'aux autres associés. Dans ce délai d'un mois, les associés, par décision collective extraordinaire peuvent décider la dissolution anticipée de la société ou l'acquisition des parts dans les conditions prévues aux articles 1863 et 1863 du Code Civil et aux présents statuts.

Le non-exercice de cette faculté de substitution emporte agrément du bénéficiaire de la réalisation forcée.

VIII. Les associés peuvent encore donner leur consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au paragraphe II ci-dessus. Ce consentement emporte agrément des cessionnaires en cas de réalisation forcée à la condition que les dispositions du paragraphe VII ci-dessus aient été respectées. Nonobstant cet agrément réputé acquis, les associés peuvent encore exercer la faculté de substitution stipulée également ci-dessus au paragraphe VII.

IX. Toutes les décisions à prendre par la collectivité des associés dans le cadre des dispositions du présent article le seront sous la forme de décision extraordinaire.

Article 11: Parts sociales - Constatation des cessions -

La cession des parts sociales s'opère par acte notarié ou sous seing privé. Elle est rendue opposable à la société par transfert sur les registres de la société.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et après publication conformément aux dispositions réglementaires.

Lorsque deux époux sont simultanément membres d'une société, les cessions faites par l'un d'eux à l'autre, dans les cas et conditions prévues à l'article 1595 du Code Civil, pour être valables, doivent résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant date certaine autrement que par le décès du cédant.

Article 12. Retrait ou décès d'un associé.

1. Retrait d'un associé

Sans préjudice du droit des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société avec l'autorisation de la collectivité des associés donnée par décision extraordinaire.

La demande de retrait doit être notifiée à la société et à chacun des associés six mois au moins avant sa date de prise d'effet.

Ce retrait peut être également autorisé pour juste motif par une décision de justice.

A moins qu'il ne soit fait application de l'article 1844-9 du Code Civil (3ème alinéa), l'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses droits sociaux fixés, à défaut d'accord amiable, conformément à l'article 1843-4 du Code Civil.

2. Décès d'un associé

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les ayants-droit et héritiers de l'associé décédé et éventuellement son conjoint commun en bien, lesquels ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants.

Lesdits héritiers, ayants-droit et conjoint justifieront de leurs qualités dans les trois mois du décès, l'exercice des droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé étant subordonné à la production de cette justification.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants-droit et conjoint au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé, éventuellement de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint, les droits attachés auxdites parts seront exercés selon les modalités prévues à l'article 9 ci-devant.

Les héritiers, ayants-droit et conjoint survivants seront considérés comme associés dès qu'ils auront notifié à la société un acte régulier de partage de parts indivises.

ELN

TITRE 111.- GERANCE.

Article 13. Nomination et durée des fonctions

I. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques ou morales, choisis parmi les associés ou en dehors d'eux. Le ou les gérants sont nommés par décision extraordinaire de la collectivité des associés.

II. La durée des fonctions des gérants est fixée par la décision de nomination; la collectivité des associés peut aussi les nommer pour une durée illimitée.

Le décès, l'incapacité, la liquidation de biens, la faillite, la déconfiture, le redressement judiciaire, la révocation ou la démission mettent fin aux fonctions du gérant.

La société continuera à être administrée par le ou les gérants restant en fonction, jusqu'à ce qu'il soit décidé par la collectivité des associés du remplacement ou non du ou des gérants dont les fonctions auront cessé. Au cas où la gérance deviendrait entièrement vacante, il sera procédé à la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants par la collectivité des associés consultée d'urgence par le ou les gérants démissionnaires ou, à défaut, ainsi que dans les autres cas par l'associé le plus diligent. En cas de vacance de la gérance pendant plus d'un an, le tribunal peut, à la demande de tout intéressé, prononcer la dissolution anticipée de la société.

III. Les gérants doivent consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

IV. Les gérants peuvent, au cours de leur mandat, être révoqués ad nutum et sans motifs, par une décision de la collectivité des associés statuant dans les conditions ci-après déterminées. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

Les gérants sont également révocables par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

Les gérants révoqués, qui ont également la qualité d'associés, ne peuvent exercer le droit de retrait prévu à l'article 1869 du Code Civil.

La gérance de la société est assurée par :

Monsieur Alain LE MOUILLOUR

Madame Maryse LE MOUILLOUR née TREHIN

Nommés pour une durée illimitée.

V. La nomination ou la cessation des fonctions de gérant donne lieu à publication dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Ni la société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou la cessation des fonctions de gérant, dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

Le gérant qui cesse ses fonctions peut exiger, par toute voie de droit, toute modification statutaire et requérir l'accomplissement de toute publicité rendue nécessaire par la cessation de ses fonctions.

Article 14. Pouvoirs de la gérance.

ELN

I. Dans les rapports avec les tiers, la gérance engage la société par les actes entrant dans son objet social.

II. Dans les rapports entre associés, la gérance peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt social.

III. La gérance a seule la signature sociale. Elle est donnée par l'apposition de la signature personnelle du ou des gérants, précédée de la mention " pour la société " suivie de la dénomination sociale.

IV. En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux détient individuellement les pouvoirs et la signature sociale et peut agir seul au nom de la société, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Article 15. Rémunération.

La gérance a droit au remboursement des frais exposés pour l'accomplissement de ses fonctions.

Par ailleurs, la gérance pourra recevoir une rémunération fixée au préalable, dont le montant et les modalités seront fixés par décision ordinaire des associés; elle sera portée au compte des frais généraux.

Article 16. Responsabilité.

Le gérant est responsable envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Article 17. Commissaire-vérificateur.

La collectivité des associés peut désigner chaque année, par une décision ordinaire, un commissaire-vérificateur, toujours rééligible.

Le commissaire a pour mandat de vérifier tous les comptes de la société et peut, à cet effet, à toutes époques de l'année, opérer les vérifications ou contrôles qu'il juge opportuns.

Il établit pour chaque exercice social, un rapport dans lequel il rend compte à la collectivité des associés de l'exécution de son mandat.

Le commissaire a droit à une rémunération dont le montant est déterminé par l'assemblée générale ordinaire.

Article 18. Rapports avec les associés.

Les associés ont le droit d'obtenir au moins une fois par an communication des livres et des documents sociaux et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale, auxquelles la gérance devra répondre par écrit, dans le délai d'un mois.

La gérance doit, au moins une fois par an, rendre compte de sa gestion aux associés. Cette reddition de compte doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues et prévues.

TITRE IV. DECISIONS COLLECTIVES

Article 19. Décisions ordinaires.

I. Toutes les décisions collectives des associés sont prises par décision ordinaire, à moins qu'il en soit décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

Elles ont notamment pour objet d'approuver, redresser ou rejeter les comptes, décider de l'affectation ou de la répartition des bénéfices.

II. Les décisions ordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Article 20. Décisions extraordinaires.

I. Sont de nature extraordinaire toutes les décisions emportant modification, directe ou indirecte, des statuts, ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elle revêtent une telle forme.

II. Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions extraordinaires ne sont valablement prises, qu'autant qu'elles ont été adoptées par les associés représentant plus de deux tiers du capital social.

Article 21. Mode de consultation.

I. Les décisions collectives résultent de votes formulé par écrit ou émis en assemblée générale. Elles peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Elles sont prises à la demande de la gérance. Elles peuvent encore être prises à la demande d'un ou de plusieurs associés représentant plus du quart du capital social, à défaut par la gérance de consulter les associés trente jours après une mise en demeure par lettre recommandée, ou encore par l'associé le plus diligent dans le cas de vacance de la gérance prévue à l'article 13 des présents statuts.

Enfin tout associé, après avoir vainement sollicité de la gérance la consultation des associés, comme encore après cessation de fonction du dernier gérant, peut demander par voie de requête au président du tribunal de grande instance la désignation d'un mandataire de justice chargé de procéder à cette consultation. L'ordonnance désignant le mandataire fixe également l'objet de la consultation.

II. Les décisions collectives peuvent résulter d'un vote formulé par écrit; dans ce cas le texte des résolutions proposées doit être adressé par la gérance ou par toute autre personne habilitée à procéder à la consultation, au dernier domicile connu de chacun des associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il est complété par tous renseignements et explications utiles.

La gérance est tenue de faire figurer, parmi les résolutions, celles proposées avant l'envoi des lettres par un ou plusieurs associés, quelle que soit la portion du capital qu'ils représentent.

Les associés doivent dans un délai de quinze jours francs à compter de l'envoi de la lettre recommandée, adresser à la gérance ou à la personne habilitée à la consultation, leur acceptation ou leur refus par pli recommandé avec demande d'avis de réception.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "oui" ou par "non".

Tout associé qui n'a pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus, est considéré comme s'étant abstenu.

III. Les décisions des associés peuvent aussi être prises en assemblées générales; dans ce cas, l'assemblée générale est convoquée par la gérance ou par toute personne habilitée à procéder à la consultation.

Les convocations sont effectuées par lettres recommandées avec demande d'avis de réception, adressées au dernier domicile connu de chaque associé. Les lettres de convocation contiennent sommairement l'objet de la réunion.

La gérance est tenue de faire figurer à l'ordre du jour les résolutions proposées avant l'envoi des lettres de convocation par un ou plusieurs associés, quelle que soit la portion du capital qu'ils représentent.

Le délai de convocation est de quinze jours francs.

L'assemblée générale se réunit au siège social ou en tout autre endroit du département du siège social indiqué dans l'avis de convocation.

Elle est présidée par le ou l'un des gérants. A défaut, l'assemblée élit son président.

Le président de l'assemblée désigne un secrétaire choisi ou non parmi les associés.

Il est établi une feuille de présence indiquant les nom et domicile des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre de parts possédées par chaque associé. Cette feuille est émargée par les membres de l'assemblée entrant en séance, puis certifiée exacte par le président et le secrétaire, et reste déposée au siège social.

Il ne peut être mis en délibéré que les questions portées à l'ordre du jour.

IV. Lorsque les décisions des associés sont ou doivent être prises à l'unanimité, elles peuvent aussi être constatées dans un acte notarié ou sous seing privé, signe de tous les associés ou de leurs mandataires.

Article 22. Vote - Effet des décisions.

I. Tout associé peut participer au vote des décisions collectives, quel que soit le nombre de parts lui appartenant.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède, sans limitation.

Le droit de vote par correspondance doit être exercé personnellement; le droit de vote des décisions prises en assemblée générale ou constatées par un acte, ne peut être exercé par un mandataire, associé ou non, que si ce mandataire est muni d'un pouvoir spécial.

Les représentant légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

II. Les décisions collectives régulièrement prises obligent tous les associés, même ceux dissidents ou incapables. Toutefois aucune décisions augmentant les engagements d'un associé ne peut être pris sans le consentement de celui-ci.

Article 23. Procès-verbaux.

Les décisions collectives, lorsqu'elles ne font pas l'objet d'un acte signé de tous les associés ou de leurs mandataires, sont constatées par des procès-verbaux rédigés sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles.

Lorsque les associés sont consultés par correspondance, le procès-verbal est signé par la gérance ou le ou les personnes habilitées à procéder à la consultation.

Lorsque la décision est prise en assemblées, le procès-verbal est signé par le président de l'assemblée et le secrétaire.

Le procès-verbal peut aussi être signé par tous les associés présents, auquel cas l'établissement et l'émargement d'une feuille de présence ne sont pas nécessaires.

En cas de consultation par un associé, un groupe d'associés ou un mandataire de justice, ou à défaut de présentation du registre par la gérance, le procès-verbal doit être établi sur feuillets séparés et notifiés à la société.

Les copies et extraits des décisions à produire en justice ou ailleurs sont signés par le ou les gérants.

Après la dissolution de la société et pendant la période de liquidation,, ces copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

TITRE V . EXERCICE SOCIAL.

Article 24. Exercice social.

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice prend fin le trente et un décembre mil neuf cent quatre vingt seize.

Article 25. Comptes.

A la clôture de chaque exercice il est établi un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la société, compte de profits et de pertes et un bilan.

Le rapport de la gérance sur la marche des affaires sociales pendant la durée de cet exercice, ainsi que le bilan et le compte de profits et de pertes de l'exercice, sont envoyés aux associés ensemble avec le texte des résolutions si les comptes sont approuvés par consultation écrite, ou ensemble avec l'avis de convocation si les comptes sont soumis à l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Article 26. Affectation et répartition des bénéfices
- pertes -.

I. Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice et tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques.

II. Ces bénéfices peuvent être portés, en tout ou en partie, à un compte de réserve, ou reportés à nouveau, ou encore être répartis entre les associés, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux, le tout selon la décision prise en la forme ordinaire par la collectivité des associés.

III. Les pertes s'il en existe, seront supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

TITRE VI. DISSOLUTION - LIQUIDATION.

Article 27. Dissolution anticipée.

La gérance peut, si elle le juge utile, provoquer une décision extraordinaire de la collectivité des associés à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. Le même droit appartient à un associé ou à un groupe d'associés possédant le quart au moins du capital social.

Article 28. Liquidation.

I. A l'expiration du terme fixé par les statuts, ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la collectivité des associés, par une décision extraordinaire, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs. Cette nomination met fin aux pouvoirs de la gérance.

Si la dissolution résulte d'une décision judiciaire, le ou les liquidateurs sont désignés par voie de justice.

La nomination des liquidateurs est publiée conformément aux dispositions réglementaires.

II. La collectivité des associés régulièrement constituée, conserve pendant toute la durée de la liquidation, le droit de prendre des décisions ordinaires et extraordinaires. Elle est consultée par le ou les liquidateurs, dans les mêmes formes et conditions que pendant la vie sociale; les liquidateurs sont tenus de procéder à la consultation lorsqu'ils en sont requis par les associés représentant le quart au moins du capital social. Si les décisions sont prises en assemblées, celles-ci sont présidées par le ou l'un des liquidateurs, ou par la personne désignée par l'assemblée.

III. A défaut de fixation des pouvoirs du ou des liquidateurs par la collectivité des associés, le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser même à l'amiable, tout l'actif et d'éteindre le passif.

IV. Le produit net de la liquidation, après le règlement du passif, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

Article 29. Compétence.

Toutes contestations qui peuvent s'élever au cours de l'existence de la société ou, après sa dissolution, pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution ou l'interprétation des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

TITRE VII.- DISPOSITIONS DIVERSES

Article 30. Jouissance de la personnalité morale.

La société jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation effectuée selon les prescriptions réglementaires.

Jusqu'à l'intervention de l'immatriculation, les relations entre associés seront régies par les dispositions de l'article 1842 du Code Civil, c'est à dire par celles des présents statuts et par les principes du droit applicables aux contrats et obligations.

FAIT A CARDESSE
EN QUATRE EXEMPLAIRES ORIGINAUX
LE 26 OCTOBRE 2021

